

dans le kampong Tjiloa (Soukaboumi). La bande a été repoussée. Un agent de police a été tué, ainsi que seize membres de la bande ».

Il est certain que l'activité des guérillas trouve son origine en premier lieu dans le chômage des ouvriers et dans le retard de la réforme agraire. Nous n'avons que peu d'indications qui laissent supposer que les guérillas combattent consciemment pour une telle réforme agraire. Mais nous savons que régulièrement des terrains appartenant aux grandes plantations sont « illégalement occupés » et que la population y cueille elle-même la moisson, avant que les planteurs n'organisent la récolte.

Aucun parti politique ne relie le problème des guérillas au problème de la réforme agraire et ne le considère comme une source d'énergie révolutionnaire dans la lutte pour un *gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres*.

C'est la tâche des marxistes révolutionnaires en Indonésie d'agir pour la for-

mation d'un tel gouvernement, seul pouvoir capable de rompre les liens avec l'impérialisme et de mettre à l'ordre du jour la nationalisation et la collectivisation de la terre.

Un tel gouvernement sera également le seul pouvoir capable de fournir de l'aide, sous toutes ses formes, aux petits propriétaires (crédits, abolition d'une série d'impôts, fourniture d'instruments de travail agricoles et de produits agricoles, etc.). La constitution de coopératives agricoles sur une échelle aussi grande que possible serait propagée sous un tel gouvernement, afin d'obtenir un travail du sol plus intensif, une meilleure irrigation et moins de mauvaises récoltes.

Tout cela, ce sont des questions vitales en Indonésie, qui ne pourront être résolues que par un changement dans le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire par l'établissement du pouvoir d'Etat des ouvriers et des paysans pauvres.

LES IMPÉRIALISTES EN INDONÉSIE

La dénonciation des traités entre l'Indonésie et les « investisseurs » étrangers (de capitaux) ; la nationalisation sans indemnisation de l'industrie, des plantations et des mines, ainsi que des entreprises de transport et des banques, voilà le problème-clé que la révolution doit résoudre, si elle veut arrêter le recul actuel et refaire un pas en avant. Beaucoup d'adversaires des nationalisations en Indonésie utilisent comme argument le fait que le pays ne dispose pas suffisamment de personnel techniquement qualifié. Ceci est sans fondement. Beaucoup de forces techniques dans le monde sont prêtes à travailler en Indonésie pour une rétribution bien inférieure à celle payée actuellement aux Hollandais dans ce pays.

En 1951, les quelque 30.000 « techniciens » hollandais en Indonésie reçurent 30 millions de florins en « frais de vacances », plus 25 millions comme primes pour leur fonds de pension, ainsi que 10 millions pour les assurances sur la vie (1 florin est environ 100 francs français). Pendant la même année, ils ont pu épargner la somme rondelette de 33 millions de florins. En tout, selon l'Institut indonésien de devises à Djakarta, c'est une somme de près de 100 millions de florins qui a été transférée dans la métropole.

Le deuxième argument utilisé par les adversaires des nationalisations, c'est que la nationalisation entraînerait le refus des étrangers d'investir encore des capitaux dans le pays.

Nous doutons que ce fait soit vraiment une telle catastrophe pour le peuple indonésien dans son ensemble, et plus spécialement pour les masses exploitées. Si nous nous rappelons de quelle façon les investisseurs étrangers sont en train de vider le pays de façon colonialiste ; ont à nouveau établi leur contrôle sur toute l'économie nationale, alors nous concluons plutôt que le contraire est vrai.

Le correspondant spécial de l'organe social-démocrate *Vrije Volk* en Indonésie, P. van 't Veer, écrit dans le numéro du 29 mai dernier :

Malgré toutes les perspectives sombres concernant l'insécurité et les vols de récolte, les méfaits et les difficultés de transport, les entreprises néerlandaises ont pu transférer en 1951 plus de bénéfices vers les Pays-Bas que ce ne fut jamais le cas depuis l'année de boom de 1929.

Le montant transféré aux Pays-Bas se monte, d'après des chiffres « officiels » à 400 millions de florins, soit 1.200 millions de roupies en 1951.

Le total des investissements néerlandais est estimé à 18 milliards de roupies ou 6 milliards de florins. A cela doivent être ajoutés les investissements d'autres pays (France, Angleterre, Etats-Unis, etc.), qui ont réalisé d'énormes bénéfices l'an passé, surtout dans la navigation et le pétrole. Au cours de 1951, l'ensemble des étrangers a gagné 4 milliards de roupies.

En réalité, la position des investissements étrangers est très instable, puisqu'ils doivent être défendus par une force d'Etat, celle de Soukarno, qui n'existe que par la grâce de la lutte anti-impérialiste des masses.

Jusqu'à maintenant, les dirigeants nationalistes ont protégé la propriété impérialiste, et ils utilisent les entrepreneurs étrangers comme un bouclier contre la tendance des masses d'en finir avec la domination colonialiste (et tous ses attributs, y compris les Soukarno et Hatta !). Les dirigeants nationalistes sont liés comme par un cordon ombilical à l'impérialisme. Si l'on examine le budget indonésien pour 1952, on constate que 35 % des revenus proviennent des recettes douanières ; ce montant représente même 63 % de tous les revenus fiscaux ! Ce sont des revenus résultant de la domination colonialiste. Il s'agit d'ailleurs